

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 22/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



19 boulevard du Maréchal Juin
BP 60416
44100 Nantes

Références : N6-2023-346-RAPPORT
Code AIOT : 0006300930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement EVIOSYS implanté 19 boulevard du Maréchal Juin BP 60416 44100 Nantes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVIOSYS
- 19 boulevard du Maréchal Juin BP 60416 44100 Nantes
- Code AIOT : 0006300930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site EVIOSYS de Nantes fabrique des fonds de boîtes de conserves et des feuilles métalliques coupées et vernies.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité des émissions de CO en sortie des incinérateurs
- traitement des plaintes pour odeurs
- PGS 2022
- mise en conformité des émissions de COV à l'arrêté ministériel du 3 février 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	conformité des rejets en CO des incinérateurs	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
2	odeurs	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 3.1	/	Sans objet
3	PGS 2022	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 3.4.1.5	/	Sans objet
4	conformité des émissions de COV à l'arrêté ministériel du 03/02/22	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.9.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets non conformes en CO des incinérateurs qui ont fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure en 2021 sont conformes début 2023 sauf pour un incinérateur sur les six du site (incinérateur de l'étuve 4). Cette amélioration est notamment liée au fait que 2 incinérateurs ont été changés fin 2022/début 2023 (incinérateurs des étuves 1 et 2). Il est rappelé à l'exploitant que les rejets en CO devront être conformes pour l'ensemble des incinérateurs au 12/04/24 (échéance de la mise en demeure).

Concernant les plaintes pour nuisances olfactives, une vigilance doit être maintenue par l'exploitant sur ce point. La mise en conformité fin 2024 à l'arrêté ministériel du 03/02/22 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 permettra d'améliorer le suivi des plaintes, s'il y en a encore fin 2024. En effet, la mise en conformité à cet arrêté permettra également de diminuer de façon significative les émissions de COV diffuses du site liées à l'activité de revernissage (lignes EOLE), émissions non traitées à ce jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : conformité des rejets en CO des incinérateurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La société CROWN EMBALLAGE FRANCE, exploitant une installation de fabrication de fonds de boîtes de conserves et de feuilles métalliques coupées et vernies sise 19 boulevard du Maréchal Juin sur la commune de Nantes est mise en demeure de se conformer aux prescriptions de l'article 3.4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2014 en respectant, en sortie de l'ensemble incinérateurs du site :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté : une valeur limite d'émission en CO de 100 mg/Nm³ . <p>Pendant ce délai de 3 ans susvisé, l'exploitant fournit annuellement à l'inspection des installations classées tout document (bon de commande par exemple) justifiant de la mise en conformité de l'ensemble des incinérateurs ayant des rejets non conformes, à raison d'un incinérateur minimum mis en conformité par an. Les incinérateurs récents (E5 ou E6) doivent également respecter les valeurs limites de rejets.</p>
<p>Constats : Le site dispose à ce jour de 6 incinérateurs (un par étuve équipant les lignes de vernissage). 2 nouveaux incinérateurs ont été installés fin 2022, début 2023 (incinérateurs des étuves 1 et 2) et des mesures de leurs rejets ont été réalisées en février 2023. Les résultats des mesures de rejets en CO réalisées en septembre 2002 et février 2023 sur les 6 incinérateurs du site sont reprises ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - incinérateur de l'étuve 1 : 69 mg/Nm³ - incinérateur de l'étuve 2 : 9 mg/Nm³ - incinérateur de l'étuve 3 : 39 mg/Nm³ - incinérateur de l'étuve 4 : 179 mg/Nm³ - incinérateur de l'étuve 5 : 33 mg/Nm³ - incinérateur de l'étuve 6 : 7 mg/Nm³ <p>Seuls les rejets en CO de l'incinérateur de l'étuve 4 ne respectent pas la valeur limite d'émission (VLE) de 100 mg/Nm³ précitée (la valeur de rejet en NOx dépasse également légèrement la VLE : 102 mg/Nm³ pour une VLE de 100 mg/Nm³ pour cet incinérateur). A l'issue de l'inspection de 2022, l'exploitant avait annoncé son remplacement fin 2023 (tout comme l'incinérateur de l'étuve 3). Au cours de l'inspection du 14/03/23, l'exploitant indique que leur remplacement est différé à 2024 (décision du groupe EVIOSYS).</p> <p>Il convient de noter que les rejets des 6 incinérateurs sont conformes aux VLE prescrites par l'AP de 2014 pour les autres paramètres (sauf NOx pour l'incinérateur de l'étuve 4 comme indiqué ci-dessus). Ces autres paramètres sont les COV, les NOx et le CH₄.</p>
<p>Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que l'arrêté de mise en demeure du 12/04/21 prescrit une conformité des rejets en CO de l'ensemble des incinérateurs du site au 12/04/24. Le non respect d'une mise en demeure peut donner lieu à des sanctions administratives et pénales.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, nuisances olfactives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Constats : Des plaintes pour odeurs de riverains ont visé EVIOSYS en 2022 (plaintes signalées par la COPRE de Nantes Métropole à la DREAL, soit 2 plaintes signalées le 19/10/22 et 09/11/22, ou transmises directement à EVIOSYS). L'exploitant tient à jour un tableau de recensement de ces plaintes dans lequel il note également des niveaux d'odeurs inhabituels qu'il peut détecter au sein des ateliers. Les causes sont indiquées dans ce tableau lorsqu'elle sont identifiées ainsi que les actions correctives engagées.</p> <p>On notera que la machine de nettoyage des outils au solvant, dont les rejets s'effectuaient sans traitement côté voie ferrée, pouvant être à l'origine d'odeurs, a été remplacée par une machine de décapage à ultrasons en 2022.</p> <p>Observations : L'exploitant doit maintenir sa vigilance sur la problématique des nuisances olfactives vu l'environnement très urbanisé du site. L'inspection des installations classées rappelle que, conformément à l'arrêté ministériel du 03/02/22 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710, un plan de gestion des odeurs devra être établi au plus tard au 9 décembre 2024. En effet, l'article 2.9.10 de l'arrêté précité indique :</p> <p><i>" L'exploitant évite ou réduit les dégagements d'odeurs. Il établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir le point 2.1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- un protocole précisant les actions et le calendrier ;</i> <i>- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;</i> <i>- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions de la ou des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</i> <p><i>Ces dispositions sont limitées aux cas de nuisance olfactive probable ou avérée dans des zones sensibles."</i></p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 3.4.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, émissions de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En complément du respect des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses, l'exploitant met en œuvre les mesures lui permettant de respecter les émissions totales en COV suivantes, ramenées à un paramètre représentatif de la production p, pour l'année de référence de 2011. Néanmoins, en aucun cas la quantité de COV réelle ne pourra dépasser 125 tonnes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En 2014 : quantité de COV = 100 tonnes * p • En 2015 : quantité de COV = 95 tonnes * p • A partir de 2016 : quantité de COV = 90 tonnes * p <p>Avec p = (quantité de fonds de boîtes produite au cours de l'année/ quantité de fonds de boîtes produite en 2011).</p> <p>D'une manière générale, l'exploitant vise à mettre en œuvre, sur la durée, les mesures permettant une réduction continue des émissions en COV globale pour le site.</p>
<p>Constats : Le PGS 2022 a été transmis avant la visite et présenté au cours de celle-ci. Celui-ci met en évidence des émissions réelles à l'atmosphère de 100 tonnes, ne dépassant pas les 125 tonnes mais dépassant la quantité de 90 tonnes, calculée selon la formule ci-dessus, prenant en compte le paramètre représentatif de la production.</p>
<p>Observations : Il convient de signaler que le critère iso-production lié au nombre de fonds de boîtes produit est légèrement biaisé, car depuis l'arrêté de 2014, des modifications ont eu lieu dans la production, certaines feuilles étant vernies sur le site de Nantes sans être transformée en fonds. En tout état de cause, un dossier de demande d'autorisation est en cours d'instruction qui donnera lieu à un prochain arrêté préfectoral qui mettra notamment à jour les prescriptions liées aux émissions de COV sur la base de l'arrêté ministériel du 03/02/22 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : conformité des émissions de COV à l'arrêté ministériel du 03/02/22

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, émissions de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant respecte pour les émissions totales annuelles les valeurs limites d'émissions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants : 3,5 g de COV par m2 de surface revêtue/imprimée <p>En lieu et place des émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduels précisés ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Emissions diffuses de COV : 12 % des solvants organiques utilisés à l'entrée - concentration en COV de 20 mg C/Nm3 dans les gaz résiduels <p>Constats : Au cours de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de faire le point sur la conformité des émissions de COV aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 03/02/22 qui devra être atteinte au 9 décembre 2024. Les résultats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lignes de vernissage : 0,05 g de COV par m2 de surface revêtue - lignes "EOLE" (de revernissage après pose du rivet pour fabrication des fonds à ouverture facile) : 28,53 g de COV par m2 de surface revêtue <p>Les émissions diffuses de COV représentent 8% d'après le PGS 2022. Les émissions des lignes "EOLE" sont comptabilisées dans ces 8% et elles représentent 97 tonnes d'émissions de COV sur les 100 tonnes du site en 2022.</p> <p>Les résultats des lignes EOLE sont liés au fait que ces émissions ne sont actuellement pas traitées. L'exploitant a présenté les 3 projets lancés en 2022 sur ce sujet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction de la consommation de vernis - utilisation d'un vernis à base aqueuse - étude d'un traitement des rejets <p>Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il devra respecter les prescriptions de l'article 3.9.1.1 de l'AM du 03/02/22 au 09/12/24. La diminution des rejets en COV liés aux lignes EOLE constituera une amélioration notable au vu de la part de ces rejets dans les émissions totales du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet